ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

# EXTRAIT DE PÉTITION
**(Conforme au Règlement)**

**Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 1 037 pétitionnaires.**

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**ATTENDU QUE** la buanderie publique Lavérendière est une corporation qui ne fait pas de profit et qui donne une cinquantaine d'emplois de qualité à des citoyennes et citoyens de la région de Lanaudière;

**ATTENDU QUE** de nombreuses familles de la région, dont plusieurs sont de jeunes familles, dépendent de ces emplois pour vivre;

**ATTENDU QU'**il a été démontré, à plusieurs reprises, que la buanderie publique Lavérendière est non seulement rentable, mais qu'elle offre des prix concurrentiels à ceux du privé;

**ATTENDU QUE** la fermeture de la buanderie publique Lavérendière signifierait une perte définitive de l'expertise dans ce domaine pour le secteur public et placerait les établissements de santé de la région à la merci d'éventuelles hausses de coûts par le privé;

**ATTENDU** l'engagement pris par le ministère de la Santé et des Services sociaux, en mars 2014, d'aller de l'avant avec le projet de mettre à jour les installations et les équipements, et ce en accord avec l'ensemble des intervenants du milieu (CSSS du Nord de Lanaudière, ASSS de Lanaudière, les fonctionnaires du ministère, les employés de la buanderie, etc.);

**ATTENDU QUE** ce projet est autofinancé et ne requiert aucun déboursé de la part du Ministère;

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, soussignés, réclamons que le ministre de la Santé et des Services sociaux annule sa décision de mettre sur la glace le projet de nouvelle buanderie publique sur les terrains du Centre hospitalier régional de Lanaudière et qu'il s'engage à maintenir la buanderie Lavérendière comme buanderie à vocation publique sans but lucratif.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

Véronique Hivon

**Véronique Hivon, députée de Joliette**

8 février 2015

**Date de signature de l'extrait**